

NOVEMBRE
2015
n°244

SOMMAIRE

Pages 1 à 2 :

**Optimisation fiscale
et patrimoniale : les
points à vérifier d'ici la
fin de l'année.**

Pages 2 à 3 :

**L'optimisation de la
rémunération du
dirigeant.**

Page 4 :

**Panorama des
marchés financiers et
chiffres clés.**

OPTIMISATION FISCALE ET PATRIMONIALE : LES POINTS A VERIFIER D'ICI LA FIN DE L'ANNEE

Si vous souhaitez optimiser votre situation fiscale et patrimoniale, il vous reste moins de huit semaines pour agir. En fonction de votre situation et de vos objectifs, nous avons passé en revue quelques axes à vérifier.

Les mesures à opérer pour optimiser l'impôt sur le revenu.

Verser une pension à vos enfants majeurs. Au moment d'établir la déclaration des revenus en mai 2016, vous constaterez peut-être qu'il est plus intéressant de ne pas rattacher un enfant au foyer fiscal, ce qui est notamment le cas s'il perçoit des revenus taxables. En contrepartie de cette absence de rattachement, il est possible de déduire une pension alimentaire annuelle à hauteur de 5 732 €. Toutefois, pour être déductible des revenus 2015, **la pension devra obligatoirement avoir été versée à l'enfant avant le 31 décembre 2015**. Si vous ne pouvez attester du versement de la pension, celle-ci sera limitée à 3 407 €. Le simple fait d'anticiper cette question vous permettra donc de déduire 2 325 € supplémentaires (5 732 € - 3 407 €).

Opérer une bonne gestion des cessions de valeurs mobilières. Les plus-values de cession de valeurs mobilières sont imposables au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Les fonds détenant plus de 75 % d'actions bénéficient d'un abattement pour durée de détention de 50 % (si la détention est comprise entre 2 et 8 ans) ou de 65 % (si la conservation est supérieure à 8 ans). **En cas de plus-value latente, il peut être intéressant de retarder la vente d'un fonds afin de bénéficier d'un abattement supérieur et subir une taxation moindre.** Les moins-values étant également impactées par l'abattement pour durée de détention, il importe d'être vigilant et de les matérialiser avant qu'elles ne soient diminuées par l'abattement. Si vous désirez conserver les titres en moins-values, il est néanmoins pertinent d'agir. En effet, **un acheté-vendu sur les titres en moins-values détenus depuis moins de deux ans doit être réalisé afin d'imputer totalement les pertes.**

Optimiser la gestion de votre contrat d'assurance vie de plus de 8 ans. Les gains liés aux rachats effectués sur les contrats d'assurance vie de plus de 8 ans sont soumis à un prélèvement forfaitaire de 7,50 % sous couvert d'un abattement annuel de 4 600 € pour une personne seule et 9 200 € pour un couple marié. De ce fait, si vous avez besoin de fonds pour le début d'année 2016, **il est préférable de réaliser un rachat d'ici la fin de l'année 2015 et un second sur 2016 afin de bénéficier deux fois de cet abattement.** Afin de purger la plus-value taxable en bénéficiant de l'abattement annuel, certains épargnants opèrent un rachat puis reversent les capitaux récupérés sur le contrat. En règle générale, cette opération n'est pas rentable. Pour qu'elle le soit, il convient que les deux conditions suivantes soient respectées : le rachat doit être réalisé sur un contrat dont l'épargne est investie en totalité sur le fonds en euros et le reversement doit s'effectuer sans frais d'entrée.

Optimiser la gestion de vos revenus fonciers en réalisant des travaux. Les travaux d'entretien et d'amélioration réalisés sur des biens donnés en location sont déductibles des revenus locatifs. Dans le cas où les charges déductibles sont supérieures aux recettes locatives, le déficit constaté est imputable sur le revenu global à hauteur de 10 700 €. L'excédent est, quant à lui, imputable sur les revenus fonciers des 10 prochaines années. En clair, **les travaux payés d'ici le 31 décembre 2015 permettront de limiter l'imposition des revenus fonciers existants** et, le cas échéant, de bénéficier d'un déficit imputable sur le revenu global. Une question fréquemment abordée concerne l'intérêt d'étaler les travaux sur deux années fiscales afin de bénéficier deux fois de l'imputation des 10 700 €. Sauf cas particulier, **il est préférable d'éviter l'étalement** afin de bénéficier d'un gain sur les prélèvements sociaux.

Donner pour purger l'impôt sur les plus-values. Outre le fait d'assurer la transmission de ses avoirs à moindre coût en raison des abattements en vigueur, la donation produit également des économies fiscales liées à la purge des plus-values. Pour ce faire, il est toutefois impératif d'agir comme suit : **donation par les donateurs (parents) de biens en fortes plus-values puis vente par les donataires (les enfants) des biens donnés.** Dès lors, la vente réalisée par les enfants sera non taxable puisque le prix de revient fiscal est équivalent à celui de la donation. L'ordre inverse (vente par les parents puis donation aux enfants) aurait déclenché le paiement d'importantes plus-values.

Les mesures à opérer pour optimiser l'ISF. L'ISF est dû dès lors que la valeur du patrimoine net au 1^{er} janvier excède le seuil de 1,3 M€. Il convient donc de procéder à une évaluation de la base taxable d'ici la fin de l'année pour tenter de la limiter le cas échéant.

Acquérir des biens totalement ou partiellement exonérés. Les œuvres d'art, la nue-propriété d'un bien immobilier en direct ou en SCPI, le contrat d'assurance vie à capital différé, la tontine, le PERP, le contrat loi Madelin et le PERCO **bénéficient d'une exonération totale.** L'acquisition de parts de groupements fonciers agricoles (GFA), forestiers (GFF) ou viticoles (GFV) offrent **une exonération à hauteur de 75 %.**

Assurer la transmission à ses enfants. Si vous souhaitez baisser votre ISF et aider vos enfants, la meilleure stratégie consiste à leur transmettre une partie de vos avoirs. Dans ce cas, **la donation peut porter sur la pleine propriété d'un bien ou uniquement sur l'usufruit.** Précisons que la transmission de la nue-propriété avec réserve d'usufruit n'est pas à recommander puisqu'elle demeure sans effet sur l'ISF dans la mesure où l'usufruitier est tenu de déclarer la valeur totale du bien. Si votre objectif est plutôt de vous **dessaisir momentanément de vos biens, le recours à une donation temporaire d'usufruit à des enfants majeurs ou à une fondation demeure une excellente stratégie pour réaliser à la fois des économies au titre de l'ISF et de l'impôt sur le revenu.** A l'inverse, **la donation en pleine propriété doit être privilégiée pour un abandon définitif des biens.** Pour rappel, si vous décidez de procéder à une donation en pleine propriété, **il est préférable d'utiliser en priorité le don de sommes d'argent.** Cette formule permet à un donateur de moins de 80 ans de donner jusqu'à 31 865 € sans droit à un enfant (ou petit-enfant) âgé de plus de 18 ans et peut être renouvelée tous les 15 ans. Contrairement à l'abattement général qui se monte à 100 000 € entre parent et enfant, **l'abattement de 31 865 € est spécifique aux dons et ne s'applique pas en cas de décès.** Afin de bien discerner ces subtilités, prenons l'exemple d'un père qui souhaite donner 80 000 € à chacun de ses deux enfants. En l'absence de recours au don de sommes d'argent, l'abattement général sera utilisé à hauteur de 80 000 €. De ce fait, l'abattement disponible pour une nouvelle transmission d'ici les 15 prochaines années est limité à 20 000 € (100 000 € - 80 000 €). Dans le cas du recours au don de sommes d'argent à hauteur de 31 865 €, l'abattement général ne sera amputé que de 48 135 € (80 000 € - 31 865 €). En clair, l'abattement disponible sur les 15 prochaines années se montera à 51 865 € (100 000 € - 48 135 €). Si le donateur venait à décéder moins de 15 ans après avoir réalisé la donation, les héritiers disposeraient d'un abattement supérieur de 31 865 € (51 865 € - 20 000 €) soit une économie de droits de 12 746 € pour les deux enfants.

Faire des cadeaux à ses enfants. Si vous ne souhaitez pas recourir à une donation, vous pouvez réaliser un **présent d'usage.** Pour ne pas être taxable, cette opération doit respecter les deux conditions suivantes :

- Le cadeau doit avoir lieu à l'occasion d'un événement particulier pour lequel il est d'usage d'offrir quelque chose (naissance, mariage, anniversaire, fêtes de Noël...).
- Le don doit rester cohérent vis-à-vis de la fortune du donateur. Pour mémoire, en l'état actuel de la jurisprudence, le don ne doit pas excéder 2 % à 3 % de la valeur du patrimoine du donateur.

L'OPTIMISATION DE LA REMUNERATION DU DIRIGEANT

Une des sempiternelles interrogations du chef d'entreprise concerne la forme de l'attribution de sa rémunération exceptionnelle de fin d'année. En clair, **est-il plus rentable pour le dirigeant actionnaire de se gratifier sous la forme d'une prime ou de dividendes ?** La réponse à cette question est complexe puisque de nombreux paramètres entrent en ligne de compte et, plus particulièrement, le statut du dirigeant, le montant de la rémunération et la tranche marginale d'imposition du foyer fiscal.

Rappelons qu'un **dirigeant peut être rattaché au régime des salariés ou à celui des non-salariés.** Le statut d'**assimilé salarié** concerne les présidents et directeurs généraux de SA, les présidents de SAS et les gérants minoritaires de SARL. Au même titre que les salariés, les ressortissants de ce statut dépendent **du régime général de la sécurité sociale.** Leur protection est donc identique à celles des salariés cadres à l'exception de la couverture chô-

mage qui est inexistante. En effet, en tant que mandataires sociaux, ils ne peuvent prétendre à aucune indemnisation de pôle emploi et, de ce fait, leur rémunération n'est pas soumise aux cotisations chômage. **Les non-salariés dépendent pour leur part du régime social des indépendants (RSI) et englobent notamment les gérants majoritaires de SARL et les associés d'EURL. Ces deux régimes n'offrent pas le même niveau de prestations, et par conséquent, leur coût diffère sensiblement.**

LA SITUATION DU CHEF D'ENTREPRISE AYANT UN STATUT D'ASSIMILE SALARIE

Prenons l'exemple d'un dirigeant assimilé salarié dont la rémunération brute s'élève à 60 000 €. Après déduction des charges salariales, sa rémunération nette atteint 48 620 €. Compte tenu des charges patronales d'un montant de 22 037 €, la charge réelle pour l'entreprise se monte à 82 037 €. De ce fait, le ratio coût / rémunération du dirigeant ressort à 1,69 (82 037 € / 48 620 €). **La difficulté est que ce ratio varie en fonction de la rémunération car certaines cotisations ne sont pas appelées sur la totalité de celle-ci mais limitées à la tranche A, B ou C.** Afin de mesurer pleinement ce phénomène, supposons une rémunération brute annuelle du dirigeant dix fois supérieure (600 000 €). Il en résulte un salaire net perçu de 532 K€ pour un coût global de 751 K€. Autrement dit, le ratio coût global / rémunération ressort à 1,41. En résumé, selon le niveau de rémunération du dirigeant assimilé salarié, le ratio coût global / rémunération varie de 1,33 à 1,71. En d'autres termes, cela signifie que, pour un débours supporté par l'entreprise à concurrence de 100 €, la rémunération nette du dirigeant est comprise entre 58 € et 75 €. **Après application de la fiscalité personnelle du dirigeant, le disponible net après impôt ressort entre 40 € et 51 €.**

Le coût issu de la perception de dividendes est nettement plus simple à calculer puisque le seul paramètre à prendre en compte est le taux d'imposition du dirigeant. Pour une distribution de dividendes de 100 €, le montant après impôt restant entre les mains de l'actionnaire fluctue de 60 € à 77 € selon sa tranche d'imposition. Pour mémoire, afin que l'entreprise puisse distribuer 100 € de dividendes, il faut, en raison de l'impact de l'impôt sur les sociétés (IS), qu'elle débourse 150 €. **Autrement dit, pour un coût de 100 € au niveau de l'entreprise, le dirigeant percevra un montant net compris entre 40 € et 51 € en fonction de son taux d'imposition. Il est à noter que ces montants sont sensiblement équivalents à ceux perçus par le dirigeant assimilé salarié suite au versement d'une prime.**

Taux d'imposition du dirigeant	Versement d'une prime	Versement de dividendes	Gain en faveur des dividendes
14 %	50,90 €	51,20 €	+ 0,60 %
30 %	43,70 €	45,25 €	+ 3,80 %
41 %	37,25 €	41,35 €	+ 11,00 %
45 %	40,05 €	39,85 €	+ 0,50 %

Le tableau ci-contre indique le disponible après fiscalité restant au dirigeant pour un coût global de 100 € au niveau de l'entreprise.

Pour un dirigeant assimilé salarié, la sortie en dividendes s'avère être plus rentable jusqu'à une tranche d'imposition de 41 %. A partir de 45 %, la prime s'avère être légèrement plus rentable. Les écarts sont toutefois minimes.

LA SITUATION DU CHEF D'ENTREPRISE AYANT UN STATUT DE NON-SALARIE

La situation du dirigeant non-salarié s'avère nettement moins coûteuse dans la mesure où la notion de charges salariales n'existe pas. De ce fait, **la rémunération est uniquement assortie de charges patronales.** Pour une rémunération de 60 000 €, les cotisations sociales sont fixées à 26 450 €, de sorte que le débours global pour l'entreprise se monte à 86 450 €. En conséquence, le ratio coût global / rémunération perçue ressort à 1,44 (86 450 € / 60 000 €). Comme pour le cas du dirigeant assimilé salarié, ce ratio évolue en fonction du montant de la rémunération puisque certaines cotisations sont plafonnées à la tranche A et B. Si la rémunération se trouve être dix fois supérieure, soit 600 K€, les charges vont ressortir à 155 K€ ce qui aboutit à un ratio coût global / rémunération perçue de 1,26. Au final, le ratio coût global / rémunération du dirigeant non-salarié varie de 1,22 à 1,52 selon le montant de la rémunération. Autrement dit, pour un débours au niveau de l'entreprise équivalent à 100 €, la rémunération du dirigeant oscille entre 66 € et 82 €. Après prise en compte de l'imposition sur le revenu du dirigeant, **le montant disponible est compris entre 45 € et 60 €.**

Concernant les dividendes, la situation est plus complexe pour le non-salarié. Si les dividendes demeurent inférieurs à 10 % du capital social de l'entreprise, la situation est strictement équivalente à celle du dirigeant assimilé salarié. En revanche, s'ils excèdent le seuil de 10 % du capital social, les dividendes sont soumis aux cotisations sociales. En contrepartie, dans ce cas, les prélèvements sociaux sur les dividendes fixés à 15,50 % ne sont pas dus. En résumé, **la sortie en dividendes pour un non-salarié s'avère peu pertinente même s'ils sont inférieurs à 10 % du capital social.**

Taux d'imposition du dirigeant	Versement d'une prime	Versement de dividendes (1)	Versement de dividendes (2)	Gain en faveur de la prime
14 %	59,55 €	46,75 €	51,20 €	De 16% à 27%
30 %	56,50 €	42,85 €	45,25 €	De 25% à 32%
41 %	47,40 €	40,90 €	41,35 €	De 15% à 16%
45 %	45,20 €	40,45 €	39,85 €	De 12% à 13%

Le tableau ci-contre indique le disponible restant après fiscalité à partir d'un coût global de 100 € au niveau de l'entreprise.

Pour le dirigeant non-salarié, la sortie sous forme de dividendes est très coûteuse. Dans tous les cas, il convient de privilégier le versement d'une prime exceptionnelle.

(1) dividendes au-delà de 10 % du capital social. (2) dividendes en deçà de 10 % du capital social.

Notons qu'entre les deux régimes, les montants sont strictement comparables et il en ressort que le statut non-salarié est nettement moins onéreux que celui de l'assimilé salarié. En effet, **en retenant pour chaque statut, la meilleure formule, il en ressort que le dirigeant non-salarié dispose d'une somme nette d'impôt et de prélèvements sociaux supérieure de 13 % à 25 %.**

PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 30 octobre 2015

Marchés des Actions	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	4 897,66	9,93%	14,63%	42,82%	27,76%
PARIS (CAC Mid&Small)	10 902,14	7,74%	16,55%	69,19%	58,60%
PARIS (CAC All-Tradable)	3 754,04	9,35%	14,15%	45,78%	34,26%
EUROPE (DJ Euro Stoxx 50)	3 418,23	10,23%	8,63%	36,53%	20,15%
NEW YORK (Dow Jones)	17 663,54	8,47%	-0,90%	34,87%	58,87%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	5 053,75	9,38%	6,71%	69,75%	101,55%
FRANCFORT (Dax Xetra)	10 850,14	12,32%	10,65%	49,44%	64,36%
LONDRES (FTSE 100)	6 361,09	4,94%	-3,12%	10,00%	12,09%
TOKYO (Nikkei 225)	19 083,10	9,75%	9,35%	113,74%	107,37%
MONDE (Msci World) en Euros	159,96	8,89%	8,00%	46,60%	63,77%

Taux d'intérêt	jour le jour	2 ans	5 ans	10 ans	20 ans
FRANCE	-0,12%	-0,26%	0,08%	0,79%	1,50%
ETATS-UNIS	0,15%	0,81%	1,45%	2,10%	2,62%
ROYAUME-UNI	0,51%	0,62%	1,06%	1,79%	2,47%
JAPON	0,05%	0,00%	0,03%	0,30%	1,04%

Or et Devises	Cours	Variation en pourcentage sur			
		2 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	33 830 €	4,45%	7,06%	-20,42%	9,84%
NAPOLEON	198,00 €	2,27%	6,00%	-25,25%	9,45%
EURO / DOLLAR	\$ 1,1007	-1,45%	-9,16%	-14,91%	-19,58%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,7134	-3,41%	-7,94%	-11,08%	-17,87%
EURO / 100 YENS	¥ 132,75	-0,70%	-7,94%	28,05%	18,51%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,0873	-0,29%	-9,60%	-9,83%	-20,56%

CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 30 octobre 2015

PRODUIT INTERIEUR BRUT	2 156,30 milliards d'euros au 2 ^{ème} trimestre 2015
DEFICIT PUBLIC 2014	84,8 milliards d'euros soit 4,0 % du PIB
DETTE PUBLIQUE 2015	2 105,4 milliards d'euros soit 97,6 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,00 % au 2 ^{ème} trimestre 2015
PRODUCTION INDUSTRIELLE	+ 2,20 % en août 2015
DEPENSE DE CONSOMMATION DES MENAGES	+ 0,10 % en septembre 2015
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 170 euros par mois à compter du 01/01/2015
SMIC	9,61 euros à compter du 01/01/2015
INDICE DES PRIX	+ 0,00 % sur un an
INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION	+ 0,03 % (variation de la moyenne sur un an)
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS	+ 0,02 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	10,30 % de la population active

2, avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex

Tél. : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@magellanconseil.fr - www.magellanconseil.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Lille Métropole B 392 608 311 - Code APE N° 6619B - TVA intracommunautaire N° FR20392608311

Référéncée à l'ORIAS sous le N° 07 005 844 en tant que Conseiller en Investissement Financier, Courtier d'assurance, Courtier en opérations de banque et en services de paiement

Intermédiaire Immobilier (carte professionnelle N° 2032 T) - Membre de l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF - Carte de démarchage financier N° 2050880203VB

Garantie financière et responsabilité civile professionnelle police N° 114.239.900 (Adhérent numéro : 226152)